

**DEPARTEMENT DE LA GUYANE
VILLE DE MATOURY****TRIBUNAL JUDICIAIRE DU LARIVOT – APIJ –
VILLE DE MATOURY****CONSTRUCTION D'UNE ATTENTE GARDEE****LOT N°06 : CLÔTURES- PORTILLONS SECURISES**
Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**Maitre d'ouvrage :**

Agence Publique pour l'Immobilier de la
Justice
67 Avenue de Fontainebleau
94270 LE KREMLIN-BICETRE

Architecte :

AMARANTE
Architecture
4, rue Îlet le Père
97354 Rémire-Montjoly
Tél. : 05 94 25 15 47 Fax : 05 94 25 61

GENERALITES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est composé des deux paragraphes ci-après désignés.

A) LE CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES GENERALES

Définissant les conditions techniques générales et les normes auxquels il faudra se référer pour l'exécution des travaux.

B) LE CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES SPECIALES

Définissant les travaux à exécuter dans le cadre du présent marché.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
A) CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES GENERALES	3
OBJET ET ETENDUE DES TRAVAUX.....	3
DELAI DE COMMANDE AUX FOURNISSEURS.....	4
DOCUMENTS TECHNIQUES GENERAUX.....	4
NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES	5
HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS	6
CONNAISSANCE DES DOCUMENTS ET DES LIEUX.....	6
INSTALLATION DE CHANTIER.....	6
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	6
STOCKAGE DE MATERIELS ET DE MATERIAUX.....	7
PANNEAU DE CHANTIER.....	7
GARDIENNAGE	7
OCCUPATION DU TERRAIN	7
ESSAIS	7
AUTOCONTRÔLE.....	8
B) CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES SPECIALES	8
PRESCRIPTIONS GENERALES	8
PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....	12
GENERALITES	12
CLÔTURES	12
PORTILLONS SECURISES.....	13

A) CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES GENERALES

OBJET ET ETENDUE DES TRAVAUX

Le présent document a pour objet de définir les prestations de CLÔTURES - PORTILLONS SECURISES de la construction de l'attente gardée du Tribunal Judiciaire du Larivot situé Zone Industrielle du Larivot à Matoury (97351) pour le compte de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ).

Cette opérations consiste en la création d'une attente gardée (zone sécurisée où les personnes détenues convoquées attendent avant leur passage en audience) composée de 8 containers maritimes 20 pieds réformés. Quatre juxtaposés en RDC et quatre juxtaposés en R+1.

Le prix forfaitaire remis par l'entrepreneur comprend toutes les fournitures, main d'œuvre et matériels, frais de transport et frais annexes nécessaires à la fabrication et la mise en place de tous les ouvrages.

Ce document unique, complémentaire à l'ensemble des plans, forme un tout et doit être connu dans son ensemble par chacun des entrepreneurs. Ceux-ci ont le devoir d'en prendre connaissance et ne pourront en aucun cas ni à aucun moment faire état de ne pas l'avoir consulté et de l'ignorer.

L'ensemble des entrepreneurs devra la totalité des prestations de matériaux et main-d'œuvre nécessaire au parfait achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'Art et aux lois et règlements en vigueur, sans aucune limitation ni réserve.

Les entrepreneurs devront vérifier toutes les cotes portées sur les plans ou mentionnées dans les pièces écrites, et s'assurer de leur concordance. Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les plans. Ils devront signaler au Maître d'œuvre les erreurs qu'ils auraient constatées, explicites ou implicites.

Les entrepreneurs devront s'assurer, avant toute mise en œuvre de la possibilité, de respecter les cotes et indications diverses des documents qui leur seront fournis. Ils ne sauraient se prévaloir d'une erreur ou omission pour n'exécuter qu'un ouvrage incomplet ou n'étant pas en mesure de remplir son office, et provoqueront en temps utile la remise de tous les renseignements qu'ils jugeront nécessaires pour l'achèvement absolu de tous les travaux.

L'entrepreneur devra fournir tous les détails de construction, incomplètement décrits ou ne faisant pas partie intégrante du projet.

Il est bien entendu qu'ils auront, avant la signature de leur marché, procédé à la vérification des dossiers qui leur auront été remis, et qu'ils auront en particulier :

- 1 - Pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux,
- 2 - Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et seront parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

3 - Contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif et se seront assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourés de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Œuvre et après avoir pris tous les renseignements utiles auprès des Services Publics ou à caractère public (Services Municipaux, E.D.F., P.T.T., S.G.D.E, Ponts et Chaussées, etc....).

4 - Signalé en temps utile au Maître D'œuvre (10 jours au moins avant la date de remise des offres) les erreurs, omissions ou les dispositions qui ne leur auraient pas paru en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'Art.

Il est précisé que toutes dimensions, distributions des locaux, implantation des parois, cloisons, portes, fenêtres, ouvertures diverses, gaines diverses, etc... seront uniquement relevées sur place avant exécution. Les cotes des plans maîtrise d'œuvre sont fournies à titre indicatif et fixent l'ordre de grandeur.

Faute par les entrepreneurs de se conformer à ces prescriptions, ils deviendront responsables de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences qui en résulteraient. Ils ne pourront notamment en aucun cas argumenter les erreurs ou omissions sur les plans et dessins ainsi que dans les pièces écrites pour se dispenser d'exécuter intégralement tous ouvrages nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux.

Aucun travail provenant d'éventuelles imprécisions, contradictions, erreurs ou omissions, ne pourra faire l'objet d'un supplément au prix forfaitaire. Le fait pour les entrepreneurs d'exécuter sans en rien changer les prescriptions de tous documents techniques annexés au dossier, n'atténue en rien leur pleine responsabilité de constructeurs.

DELAI DE COMMANDE AUX FOURNISSEURS

Aussitôt après approbation des échantillons présentés, et dès la passation du marché, les entrepreneurs adjudicataires sont tenus de passer leur commande détaillée aux fournisseurs agréés, afin d'éviter tout retard dû aux délais de fabrication ou de livraison. A défaut de cette précaution, et dans le cas de retard causé par leur négligence, ils auront à supporter les pénalités prévues au marché.

DOCUMENTS TECHNIQUES GENERAUX

Il est précisé que, outre les prescriptions techniques particulières contenues dans le devis descriptif, les prestations de tous les lots seront soumises aux prescriptions des documents suivants :

- Au répertoire des éléments et ensemble fabriqués du bâtiment (REEF) édité par le C.S.T.B.
- Aux Documents Techniques Unifiés (tout corps d'état)
- Aux cahiers des prescriptions techniques établis par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.
- Au Code de l'Urbanisme et de l'Habitation.
- Aux règles générales de construction et de Sécurité relatives aux immeubles d'habitations.

NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entreprise est responsable du nettoyage des déchets générés par ses interventions. Par conséquent, l'entrepreneur du présent lot évacuera quotidiennement ses déchets au fur et à mesure afin de limiter les risques d'accidents et la gêne du voisinage.

Les coûts seront répartis de manière proportionnelle entre ces entreprises. Le nettoyage final des locaux, en vue de la Réception et de la remise des clés au Maître d'Ouvrage, sera exécuté par l'entreprise de peinture. Ce nettoyage est compris dans les travaux du lot "Peinture" et sera exécuté par du personnel qualifié.

Chacun des entrepreneurs devra la protection de ses ouvrages en cours de chantier. Il devra en outre veiller à ce que ses ouvrages ne soient pas la cause de dégradations des travaux des autres corps d'état.

Toutes les voies d'accès privées ou publiques empruntées par les véhicules de l'entrepreneur seront maintenues propres par celui-ci.

Les espaces verts existants devront être soigneusement protégés de toute détérioration relative à l'exécution du chantier et en aucun cas ceux-ci ne recevront les déchets de chantier.

Toutes les détériorations et dégradations qui apparaîtraient en cours de chantier seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, et si celui-ci est inconnu, ils seront réparés par l'entrepreneur titulaire de ces travaux au titre du compte prorata.

En fin de chantier, l'entrepreneur devra le nettoyage général de ses ouvrages et la remise en état des lieux dégradés par ses travaux.

HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

Les entrepreneurs sont tenus de respecter les dispositions de la quatrième partie du Code du Travail intitulée « Santé et Sécurité au Travail » et en particulier du :

- Loi du 31 décembre 1993 numéro 93-1418
- Décret du 26 décembre 1994 numéro 94-1159
- Le Décret numéro 92-158 du 20 février 1992 qui fixe "les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Concernant les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

Ils seront tenus de se conformer à toutes prescriptions du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

CONNAISSANCE DES DOCUMENTS ET DES LIEUX

Chacune des entreprises est réputée, avant la remise de son offre, avoir pris connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages, et avoir pris tout renseignements utiles auprès des services publics ou caractères publics (DGTM, EDF, ORANGE, SGDE), pour vérifier la présence ou non de réseaux dans l'emprise du terrain.

INSTALLATION DE CHANTIER

Dès l'ouverture du chantier, l'entreprise doit au titre des dépenses d'investissement (compris dans les prix de leur marché) :

- L'exécution pour approbation du Maître d'œuvre d'un plan d'installation de chantier ; pour leurs propres travaux et selon indication du PGC

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

A charge de l'entreprise du LOT 01 – CONTAINER

STOCKAGE DE MATERIELS ET DE MATERIAUX

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux, et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, sans autorisation écrite spéciale du Maître d'Ouvrage.

PANNEAU DE CHANTIER

Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur du LOT 01 – CONTENEUR fait poser un panneau, dont le graphisme est fourni par l'architecte. L'implantation du panneau sera soumise à l'accord du Maître d'œuvre avant pose. Sa réalisation est à la charge du LOT 01 – CONTAINER

GARDIENNAGE

Il n'est pas prévu un gardiennage permanent du chantier, mais chaque entreprise devra se préoccuper du remplacement ou de la remise en état de ses ouvrages ou matériels éventuellement détériorés ou volés avant la réception des travaux. L'indemnisation pour dégradation non imputable au chantier ou pour vol sera couverte par une assurance spéciale de l'entreprise.

OCCUPATION DU TERRAIN

L'entrepreneur ne pourra invoquer comme cause de retard l'embarras que pourrait créer l'exécution des dits travaux et en général de tous les travaux liés à la parfaite exécution de l'opération en cause. Ni le fait de la gêne apportée par la circulation des occupants.

L'entreprise devra le repliement de toutes ses installations de chantier, l'évacuation des gravats à la décharge publique et la livraison du terrain dans son état initial. Une remise en état complémentaire de la totalité des terrains alloués au chantier sera opérée lors de l'achèvement des travaux.

ESSAIS

Les essais et les contrôles prévus au CCAP et au CCTP propre à chaque lot sont à la charge des entrepreneurs, y compris les essais COPREC pour tous les lots techniques.

AUTOCONTRÔLE

Chaque entreprise devra systématiquement réceptionner les supports qu'il doit utiliser et signaler en réunion de chantier tout problème rencontré. Dans le cas contraire, il assumera à sa charge les travaux supplémentaires qu'il devra mener pour la bonne réalisation de ses ouvrages.

Il réalisera de plus un autocontrôle obligatoire de son travail avant la réception, afin de faciliter les opérations de réception générales.

B) CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES SPECIALES

PRESCRIPTIONS GENERALES

Références législatives, réglementaires et techniques

L'entrepreneur devra se conformer aux derniers règlements et normes en vigueur et notamment aux documents précisés ci-après, à titre indicatif. Il devra se plier aux contraintes du site et se procurer tous les textes et règlements qui lui sont applicables.

En tout état de cause, seront retenues de manière impérative les exigences et prescriptions maximales figurant dans l'un ou l'autre de ces documents, compte tenu de la technique employée.

Cette liste ne peut être limitative et les travaux devront être exécutés en conformité avec tous les documents officiels dont la parution et l'application sont connues lors de la signature du marché.

D'autre part, il est bien spécifié que les indications et prescriptions données dans les articles qui vont suivre sont impératives lorsqu'elles préconisent des prestations supérieures à celles prévues dans les documents de référence cités, ces derniers fixant le niveau de prestation minimum admissible.

L'entrepreneur titulaire du présent lot devra, pour la réalisation des travaux, se conformer à l'ensemble des références législatives, réglementaires et techniques citées en vigueur et plus particulièrement (liste non exhaustive) :

- Cahier des Prescriptions techniques générales applicables aux travaux de serrurerie, édité par le CSTB, cahier n° 91.
- Norme AFNOR NF A sur les produits sidérurgiques, métaux et alliages non ferreux et revêtements métalliques.
- Norme AFNOR NF P 26 sur les quincailleries.
- Norme AFNOR NF A 91-121 et 122 sur les traitements par galvanisation.
- Norme NF EN 13241-1 : Norme européenne qui spécifie les exigences de performance pour les portes, portails et barrières industrielles, commerciaux et résidentiels.
- Norme NF EN 12453 : Norme européenne pour les portes, portails et barrières - Exigences de sécurité pour l'utilisation.

- Norme NF EN 12604 : Norme européenne pour les portails piétonniers, portails de jardin et barrières - Exigences de sécurité NF A 50-411 et NF A 50-451.

Dossier technique préalable

Simultanément à sa proposition, l'entrepreneur remettra un dossier technique comprenant :

- Plans de principe à grande échelle des types de menuiseries les plus représentatifs faisant apparaître la conception de l'ouvrage proposé (types de profilés, dimensions, de fixation à la structure, etc.) ;
- Description détaillée des ouvrages proposés avec notamment indication précise des différents articles de quincaillerie, des caractéristiques des divers produits constitutifs, etc.

Plans d'exécution

La mission confiée à la Maîtrise d'œuvre ne comprend pas les plans d'exécution. L'entrepreneur devra la réalisation de ceux-ci sur la base des plans de principe réalisés par la Maîtrise d'œuvre.

Le procédé constructif sera celui déterminé par la Maîtrise d'œuvre, toute solution en variante devra recevoir l'accord de celle-ci.

L'entrepreneur devra fournir ses plans d'exécution lors de la phase de préparation de chantier. Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au marché, les formes des ouvrages, les formes des pièces dans tous les éléments et assemblages (dessins, plans, spécifications, notes de calculs, etc...).

L'entreprise titulaire du présent lot devra compléter par ses connaissances les imprécisions ou omissions éventuelles du présent C.C.T.P.

Les plans devront avoir été visés par le Bureau de Contrôle et la Maîtrise d'œuvre avant tout début d'exécution. L'entrepreneur devra prévoir un délai de deux semaines pour ces visas. Le planning de sortie des plans d'exécution, que l'entreprise devra soumettre à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre dans les 8 jours suivants le début de la période de préparation, devra prendre en compte ce délai d'approbation.

Qualité et origine des matériaux

Généralités

Les matériaux, matériels et fournitures diverses utilisés pour l'exécution des travaux ainsi que les caractéristiques ou usines de production proposées par le titulaire du présent lot seront exempts de toutes détériorations et devront être soumis au Maître d'œuvre pour acceptation avant emploi.

Les principaux critères à respecter obligatoirement sont :

- La résistance mécanique, flèches, dilatation ;
- L'étanchéité ;
- La protection au feu (exigences selon classement de la construction) ;
- Les fixations ;
- Les tolérances dimensionnelles ;

- L'interchangeabilité ;
- L'entretien.

Stockage

Les matériaux (profilés, poteaux, portes métalliques, etc...) devront être stockés :

- Sur les dispositifs appropriés, horizontaux ou verticaux, évitant toute déformation ;
- Sur un emplacement à l'abri de toute projection, l'emplacement sera de préférence clos et couvert.

Il appartiendra à l'entrepreneur de demander au Maître d'Ouvrage l'autorisation d'installer une baraque ou un container à proximité du chantier.

Mise en œuvre

Etudes préalables à la mise en œuvre

L'entrepreneur fournira toutes les indications qui pourraient être nécessaires à la bonne coordination avec les autres corps d'état, et notamment : nature des charges à prendre en compte, calepinage, dimensionnements et poids des structures, exigences particulières sur la nature des supports, emplacement et nature des réservations à prévoir dans les ouvrages supports, etc....

Il prendra connaissance et recherchera toutes les informations qui lui seront nécessaires pour lui permettre de prévoir le passage et les réservations de tous types d'ouvrages dont il n'a pas la charge et qui pourraient modifier la définition de ses propres ouvrages (isolation, charpente, couverture, carrelage, étanchéité, électricité, plomberie, etc....)

Réception des supports

Préalablement au démarrage de ses travaux, l'entrepreneur procédera à la réception des éléments des autres lots qui serviront de support à la mise en œuvre de ses ouvrages. Il s'assurera entre autre du respect des unités de passage et du respect des hauteurs de passage, du positionnement et des dimensions.

Une fois engagés les travaux de mise en œuvre, l'entrepreneur ne sera plus en droit d'adresser des réclamations sur la nature des supports qu'il a acceptés lors de leur réception.

Dans le cas où l'entrepreneur entamerait ses travaux sans avoir procédé à cette réception, il sera considéré qu'il accepte sans réserve les supports qui lui ont été fournis.

Pose

La pose devra respecter les principes définis dans les documents techniques de base cités à l'article 2.1 « Références législatives, réglementaires et techniques ».

Toutes les dispositions seront prises pour assurer aux équipes de pose un travail sans risques et dans de bonnes conditions (dispositifs particuliers de protection, dispositifs spécifiques de levage etc...). L'entrepreneur se conformera au Code du Travail et aux

ouvrages sur la sécurité des chantiers édités par l'O.P.P.B.T.P.

Tolérances

Elles seront celles liées au respect des normes et DTU précités. L'entrepreneur devra la mise en jeu et le réglage de la quincaillerie et des ferrages de fonctionnement.

Les tolérances de fabrication des produits seront celles des fabricants agréés.

Pérennité des ouvrages

La proposition de l'entrepreneur s'entend compris la réfection de tous les ouvrages défectueux ainsi que le remplacement des ouvrages abîmés et ce jusqu'à la réception des travaux, ainsi que la protection des ouvrages contre les ébranlements, chocs et interventions des autres corps d'état.

Toute partie présentant un défaut quelconque sera remplacée sans aucun supplément.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun avenant à son marché et devra anticiper et prévoir, dans sa proposition, tout complément qu'elle jugerait indispensable à la bonne réalisation de ses prestations.

Contrôles et essais

Tous les ouvrages devront être conformes aux normes et échantillons remis.

Le montage, le démontage et les frais d'essais sont inclus dans le forfait de l'entrepreneur.

Dossier des ouvrages exécutés

L'entrepreneur remettra à la Maitrise d'œuvre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) en papier et sur support numérique (CD). Le nombre d'exemplaire est indiqué dans le CCTP « Généralités TCE ». Le DOE comportera les documents suivants (liste non exhaustive) que ce soit pour les ouvrages de menuiseries aluminium ou de serrurerie :

- Plans d'exécution suivant les ouvrages réellement exécutés ;
- Plans de repérage des menuiseries posées et détails de leur nature (CF, PF, anti-panique, ferme-porte, etc...) ;
- Avis technique des vitrages ;
- Certificat des degrés d'étanchéité des joints ;
- Certificat de galvanisation des éléments métalliques ou certificats matière (INOX) ;
- Fiches techniques des matériaux utilisés avec identité et adresse du fabricant et fournisseur ;
- Garantie des peintures de protection.

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

GENERALITES

Toutes les dimensions des ouvrages de serrurerie sont « Hors Tout » (HT).
Les plans de détail des ouvrages fournis par la Maîtrise d'œuvre sont des plans de principe. Les sections sont données à titre indicatif. L'entrepreneur devra vérifier qu'elles permettent de répondre aux contraintes de résistance des ouvrages et qu'elles sont adaptées à d'éventuelles effractions. Les empreintes des vis de fixation seront détériorées. Les trous permettant de visser les éléments ainsi que ceux situés aux extrémités seront bouchés.

L'entrepreneur devra fournir toutes les attestations de galvanisation et les PV de résistance des produits verriers.

La prestation comprend :

- La fourniture de toutes les pièces nécessaires (angles, capuchons PVC de protection des têtes de fixations, jonctions, etc...) pour assurer une parfaite finition.
- Tous les réglages, scellement, protection et tous les détails et sujétions d'exécution et de mise en œuvre.

L'ensemble de la quincaillerie sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre.
Les vantaux de portes laquées d'usine devront être protégés durant toute la durée du chantier. Les reprises éventuelles seront à la charge du présent lot.
L'entrepreneur devra prévoir la peinture nécessaire afin de lui permettre de réaliser les reprises éventuelles sans prévoir une commande particulière.
Le titulaire du présent lot devra réaliser le traitement des joints entre les menuiseries et les doublages. Compris fourniture et pose des pièces de finition.

CLÔTURES

1. Description des Travaux

2.1 Dépose / Repose de la Clôture en Grillage Rigide surmonté de bavolets et concertinas :

- Dépose et repose d'un grillage rigide surmonté de bavolets et concertinas comprenant 1 panneau à remettre en place après chantier. Il s'agit de créer un accès piéton temporaire depuis le parking public du tribunal, aux acteurs du chantier.
- Utilisation de grillage rigide de qualité conforme aux normes en vigueur.

La clôture sera constituée de panneaux de grillage rigide plastifiés polyester 100 µ de RAL assorti au grillage existant, avec maille de 200 x 55 mm et fils Ø 4 mm sur âme galvanisée et de hauteur identique au grillage existant.

Les panneaux seront constitués de fils d'acier galvanisé selon la norme EN 10244-2 classe D. les soudures seront conformes à la norme EN 10223-7 et thermolaqué selon la norme EN10245-4. Ils seront pourvus de bavolet avec concertina à l'arrière de l'attente gardée

Les poteaux seront triangulaires avec encoches tous les 50 mm. Ils seront en acier galvanisés et thermolaqués de RAL assorti au grillage existant.

Les caractéristiques exigées seront celle de la norme NF EN 10223-7 relative aux fils et produits tréfilés en acier pour clôtures – Partie 7 (panneaux en acier soudés pour clôture). Type Bastipli de chez Eurofence ou similaire:

Les fixations des panneaux se feront dans des encoches indémontables.

Le scellement des poteaux se fera dans des plots béton C25/30 de Ø 30 cm et 50 cm de profondeur.

Pose de bavolets avec concertina sur la clôture en grillage rigide faisant la limite avec la zone publique à l'OUEST.

Dimensions : Hauteur identique aux panneaux existants

Localisation : Perpendiculaire aux façades SUD et OUEST et limite OUEST avec zone publique

PORTILLONS SECURISES

La prestation comprend la fourniture et la pose de portillon, composé d'un cadre en acier et d'un remplissage à barreaudage vertical (dito clôture ci-dessus).

- Portillon de hauteur identique aux panneaux de grillage existants, largeur de passage 90 cm avec ressort pour rappel en fermeture, et tampon caoutchouc pour fonctionnement silencieux, type « jardin public ».
- serrure incorporée dans cadre,
- plaque serrure et vis inoxydables
- gonds réglables,
- butée-arrêt fixée au sol.
- hauteur identique à celle des panneaux de clôture existants